



## **LETTRE OUVERTE AUX FRANÇAISES ET AUX FRANÇAIS**

**J**e profite des élections présidentielle et législative de votre pays pour vous adresser ce courrier. Devant choisir vos dirigeants pour les cinq ans à venir, vous avez l'oreille tendue pour écouter et évaluer leurs résultats et les propositions faites par les candidats. Je peux donc, avec une chance d'être entendu vous informer et vous apporter des données que malheureusement vos décideurs, vos intellectuels et le clan des conservateurs guadeloupéens de l'ordre colonial vous cachent sur la situation de mon pays la Guadeloupe ce qui permet à ceux qui vous regardent de vous cataloguer le plus souvent avec sévérité. Je le fais aussi afin de vous mettre en garde contre les risques que recèle les relations entre votre pays et le mien. Pressentant une catastrophe identique à celle qui a conclu toutes vos aventures coloniales et d'expansion territoriale, je le fais volontiers pour que demain vous ne puissiez affirmer que vous n'étiez pas au courant. Un individu averti dit on en vaut deux.

**P**rès de 60 ans après le début de la décolonisation qui commence véritablement dans les années 40, qui a heureusement emporté des empires coloniaux que vos dirigeants croyaient inexpugnables, votre pays continue de posséder des colonies malgré ses dénégations. Il s'agit de petites îles, peuplées de descendants d'esclaves africains auxquels sont venues s'ajouter d'autres ethnies traitées elles aussi comme des facteurs de production. Vos dirigeants nous maintiennent sous leur domination malgré l'existence d'un droit international de la décolonisation dont ils se sont toujours moqués estimant que leur droit et leur conception de la décolonisation considérés comme universels étaient prioritaires voire supérieurs. Le dernier exemple de cette attitude lamentable est leur cri de victoire suite au renforcement de l'annexion de Mayotte obtenue avec des élections contraires au droit international et qui n'a donné lieu à aucune condamnation au sein de votre pays. Les efforts de décolonisation de l'ONU reposent sur les principes de l'« égalité des droits et de l'autodétermination des peuples » énoncés dans la Charte des Nations Unies, en particulier

aux Chapitres XI, XII et XIII, consacrés aux intérêts des peuples dépendants. Depuis 1960, l'action de l'ONU est également guidée par la Déclaration de l'Assemblée générale sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, aussi appelée Déclaration sur la décolonisation, dans laquelle les États Membres ont proclamé la nécessité de mettre fin rapidement au colonialisme. Enfin, l'action de l'ONU s'inspire de la résolution 1541 adoptée par l'Assemblée générale le 15 décembre 1960, qui définissait les trois options offrant une décolonisation complète aux territoires non autonomes restants. En dépit des progrès remarquables accomplis dans la lutte contre le colonialisme, plus d'un million de personnes vivent encore sous régime colonial et l'ONU poursuit son action pour favoriser l'accession à l'autodétermination et à l'indépendance des derniers territoires non autonomes. À la fin de la Décennie internationale sur l'élimination du colonialisme (1991-2000), l'Assemblée générale a proclamé une deuxième Décennie internationale (2001-2010) et invité les États Membres à redoubler d'efforts pour mettre un terme à la décolonisation. Une troisième Décennie a été proclamée en 2011. Ce comportement a commencé en 1946 au sortir de la deuxième guerre civile européenne que vos historiens s'ingénient à qualifier de guerre mondiale . Vos dirigeants s'appuyant sur des parlementaires communistes des colonies ont transformé mon pays en département pour des motivations de puissance . Alors que les deux grandes puissances de l'époque hostiles à la colonisation, encouragent la rébellion vos dirigeants choisissent l'intégration pour maintenir leur empire. L'URSS dénonce toute forme d'oppression et d'exploitation; les États-Unis, au nom de leur propre passé, se font les champions du droit des peuples à disposer d'eux mêmes . Ces deux superpuissances, opposées en tous points, ont au moins un terrain d'entente : elles se présentent comme deux leaders de l'anticolonialisme et de l'anti-impérialisme. La Charte de l'Atlantique que les États unis cosignent avec le Royaume-Uni entérine le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » et « condamne le racisme ». Néanmoins, là où le Royaume-Uni n'y voit qu'une application pour les peuples soumis au joug nazi, Roosevelt pense déjà à une décolonisation globale. Les Soviétiques ont pour eux l'idéologie marxiste qui prône alors un internationalisme fondé sur l'égalité des peuples et leur droit à disposer d'eux-mêmes. L'heure est inévitablement à la décolonisation. En prenant connaissance du programme « d'international trusteeship » selon lequel les alliés européens

doivent se préparer à donner l'indépendance aux pays colonisés et de la teneur anticolonialiste des discussions devant aboutir à l'adoption de la charte des nations unies , vos dirigeants décidèrent d'accélérer leur politique d'assimilation et d'intégration présentée comme de la décolonisation pour éviter que votre pays ne puisse partager ses responsabilités coloniales avec une institution qu'ils considèrent comme anonyme. Depuis , sans aucune explication, ils ne communiquent plus à L'ONU les renseignements exigés par le droit international.

**V**os dirigeants estiment assez curieusement que mon pays colonisé est décolonisé depuis 1946 alors que ce n'est pas le cas . Mais qui de nos jours ose s'avouer colonialiste ? La colonisation a perdu sa réputation ; elle fait honte. S'entendre sur les mots est donc nécessaire pour que vous puissiez bien comprendre l'étendue des manipulations en cours. Colonisation et décolonisation sont souvent utilisées d'une manière ambiguë. Qu'on ne s'illusionne pas sur ce point .La confusion s'est maintenue dans les esprits parce qu'elle profite aux pêcheurs en eau trouble de tous bords. Un des procédés les plus courants de cet obscurantisme consiste à jouer sur le flou dans lequel sont laissées intentionnellement les notions utilisées. Contre cette tendance, il nous faut revenir à l'exigence de toujours définir les mots dont on se sert et ne les employer que dans les sens ainsi définis. Un empire colonial est un ensemble de dépendances conquises ou acquises par un État d'Europe occidentale entre le XVe et le milieu du XXe siècle et réparties dans le monde entier grâce à la maîtrise des océans, monopole des peuples européens pendant toute cette période. Cette dimension planétaire distingue votre empire colonial de ceux des autres empires connus dans le passé. Philippe II, roi d'Espagne, se flattait que le soleil ne se couchait jamais sur ses possessions. L'invasion de la Guadeloupe par les troupes et les marchands français s'est accompagnée de l'extermination des peuples qui dirigeaient ce pays, les caraïbes dont les rares survivants attendent toujours que justice leur soit faite au nom simplement de la morale . En faisant venir des colons esclaves d'Afrique pour exploiter rationnellement la terre des caraïbes, cela a entraîné une hétérogénéité physique et humaine plus profonde que celle des empires régionaux ou continentaux classiques . Les sujets ont été généralement très différents des maîtres, par leur aspect physique leur culture , leur

mentalité et leur technologie .L'ambition de conquête de vos dirigeants était justifiée et est encore justifiée par la volonté de puissance. Pendant longtemps, ils vont exalter la grande France , la France de cent dix millions d'habitants. Aujourd'hui, faute de population dans ce qu'ils considèrent comme des terres leur appartenant , ils préfèrent parler d'une France ayant une zone maritime importante ou ils estiment que leurs valeurs sont universelles ce qui à proprement parler est aberrant. L'universalité n'appartient pas à la République française comme certains de vos intellectuels et hommes politiques semblent le croire . Quelque soit l'argument invoqué, vos dirigeants restent des adeptes de la puissance et utilisent la conquête de territoires nouveaux pour parvenir à leur fin . Le mot « décolonisation » de son côté signifie littéralement la fin de la colonisation ou de l'état de colonie. La notion de décolonisation dépend étroitement de celles de « colonie » et de « colonisation ». La colonisation étant l'annexion de terres nouvelles pour des motifs variés , la décolonisation est donc la remise des terres conquises à leurs propriétaires ou à ceux qui s'estiment en être les propriétaires car l'ayant travaillé et étant plus nombreux. Mais pour masquer cette réalité, vos dirigeants et intellectuels ont inventé la théorie de l'assimilation comme mode de décolonisation qui attribue aux indigènes l'égalité civile et politique, et, corrélativement, intègre l'ex-colonie à l'État colonisateur. C'est la raison pour laquelle ils ont choisi parmi les trois formules de l'administration de leurs conquêtes l'assimilation que vous avez fait miroiter aux esclaves pendant des siècles et que vous avez appliqué au compte goutte. L'assimilation est l'ensemble des procédés qui permettent de faire disparaître un peuple et d'effacer ou d'estomper la mémoire des colons esclaves africains devenus majoritaires et de réduire ainsi les risques d'affrontement violents entre les deux pays et d'indépendance comme aux États unis . L'assimilation a été juridique, c'est l'égalité des droits et des devoirs, qui pour être efficace doit entrer dans les faits ; sociale, c'est l'égalité des chances de promotion et l'abolition de la coïncidence entre la stratification sociale et la superposition des races ; religieuse, elle développe une conscience communautaire qui transcende les anciennes oppositions culturelles ; linguistique, elle permet de se comprendre et de s'entendre en abolissant l'une des plus efficaces barrières entre les hommes ; physique enfin, par le métissage qui estompe les signes les plus visibles d'appartenance à l'une ou l'autre population. C'est en Amérique latine et dans la

Caraïbe que tous ces moyens d'assimilation ont été mis en œuvre sur la plus large échelle. C'est pourquoi pour beaucoup d'esclaves africains devenus guadeloupéens et notamment pour les classes sociales les plus aisées, l'assimilation a été le moyen d'échapper à sa condition d'infériorité en s'identifiant aux colonisateurs européens auréolés de leur prestige de vainqueurs et de bâtisseurs. La première réaction du colonisé, selon Albert Memmi, est « l'amour du colonisateur et la haine de soi ». Malheureusement, une partie des descendants des colons africains ont objectivement peur de vous et se réfugient dans la haine d'eux mêmes. A leur décharge, il faut vous dire que conscients de cette faille vos dirigeants ont multiplié les outils pour la solidifier avec notamment les technologies de l'information. Cependant l'apparition d'un droit international qui a favorisé l'indépendance des pays dominés et fustigé toutes les formes de domination et d'expansion si courants dans le passé est venue contredire leur vision. C'est pourquoi vos dirigeants ont tout fait pour tenter d'échapper à l'ONU en faisant de notre pays un département. Des précédents de cette solution ont existé de longue date, puisque l'Empire romain en a fait usage avec l'Édit de Caracalla, qui a accordé en 212 la pleine citoyenneté romaine à tous les hommes et femmes libres de l'Empire. La stratégie française de décolonisation élaboré en 1944 à la Conférence de Brazzaville ne parle donc pas de décolonisation au sens de la légalité internationale. La France au contraire a redéfini sa politique coloniale. La conférence recommande simplement la participation des populations à la gestion de leurs affaires mais rejette catégoriquement l'éventualité de l'indépendance ou même de l'autonomie des colonies. De Gaulle comme Pléven (commissaire aux colonies) proposent l'intégration des colonies et n'envisagent qu'un élargissement du recrutement et de la compétence des assemblées locales. La Constitution de 1946 prolonge la Conférence de Brazzaville en organisant dans le cadre de l'Union Française une représentation des territoires coloniaux à l'Assemblée Nationale. La loi du 19 mars 1946 qui désigne comme département français la Guadeloupe fait application de ces orientations. En réalité, appeler notre pays département ou région ou colonie n'était que l'expression d'une technique administrative d'organisation mise en place par vos dirigeants.

**S**ous couvert de cette nouvelle appellation, département, remplaçant le qualificatif de colonie devenu honteux, que vos

dirigeants et les conservateurs guadeloupéens de l'ordre colonial ont vendu malhonnêtement aux guadeloupéens comme une révolution , vos décideurs ont continué leur travail permanent de génocide commencé avec l'extermination des Caraïbes, le peuple de KARUKERA , de fragilisation de nos personnalités pour mieux nous transformer en français de souche et de déstructuration de notre pays afin qu'il reste un appendice du votre . Leur but permanent est d'empêcher que les nouveaux guadeloupéens puissent se construire leur pays . Vos dirigeants y ont mis toute leur duplicité en organisant un chantage permanent contre l'indépendance assimilée à la misère et au moindre développement de nos voisins et notamment en érigeant les vaillants haïtiens en tête de turc qu'ils poursuivent de leur vindicte croyant venger ainsi la défaite infligée aux troupes de Napoléon qui a rétabli l'esclavage dans notre pays et pour la proclamation de leur indépendance . Je profite pour vous dire que les guadeloupéens qui au même moment tentaient de maintenir une liberté individuelle et collective durement acquise ont été sauvagement massacrés par vos troupes et ont subi une terrible répression qui a eu pour conséquence de faire disparaître pour de longues années toute velléité de lutte et de changement chez mes frères apeurés .En réalité, vos dirigeants ont continué , renouvelé et renforcé leur domination et leur refus de nous laisser exploiter et diriger comme nous l'entendions notre terre. Ils utilisent pour ce faire l'universalisme républicain qui est un des principes de l'idéologie républicaine française selon lequel la République est une valeur universelle puisqu'elle prône des valeurs universelles. Ces valeurs universelles, liberté, égalité des individus au sein de la République, et fraternité ont vocation à être adoptées par tous les humains et sont censées s'appliquer à tous uniformément. La République française est universaliste et ses valeurs doivent s'imposer à tous. Au nom de l'universalisme républicain, sont certes rejetées, aujourd'hui, les discriminations de quelques natures qu'elles soient : racisme, religion, de sexe ou d'orientation sexuelle. Mais l'universalisme républicain induit aussi la francisation, le français étant considéré par les pères de la révolution française comme la langue de la liberté. Au nom de l'universalisme républicain français est nié l'existence des minorités en France, comme en témoignent les réserves constamment émises à ce sujet, réserves : à l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à l'article 30 de la Convention internationale des droits de l'enfant .Malheureusement pour vos

dirigeants , les mêmes principes de liberté et d'égalité sont contenus dans les diverses déclarations internationales des Nations-Unies, qui ne se réfèrent jamais à l'universalisme républicain français , mais sont, par contre, ouvertes aux différences culturelles et linguistiques, à la protection des minorités et à l'indépendance de tous les peuples .On constate donc que les instances internationales et universelles recommandent la protection des minorités, et que la France refuse cette protection au nom de sa spécificité républicaine . Tour de passe passe dont vos dirigeants et vos intellectuels sont friands et coutumiers . Il est donc naturel que la domination et la tutelle politique vont de soi pour eux car il n'est pas question de donner une quelconque souveraineté à ce qu'ils considèrent comme des populations qu'il faut civiliser vivant dans des territoires annexés. Il en est de même en matière diplomatique : tout est donc fait pour nous éloigner politiquement, culturellement et économiquement de notre région , l'Amérique. Il en résulte que pour nos voisins et frères nous sommes des étrangers qui occupent une terre américaine et caraïbe .Pour toutes les femmes et tous les hommes de notre région, l'Amérique et la Caraïbe doivent appartenir aux peuples de cette région. Il s'agit d'un des points essentiels de notre diplomatie dans un monde de plus en plus instable. Ils font aussi tout pour modifier notre personnalité en utilisant les technologies de l'information , les médias qui n'appartiennent qu'aux français et surtout l'école qui est un scandale permanent car contraire au droit international qui pose le principe central du respect de la diversité culturelle . Ces moyens technologiques dont l'efficacité est grande sont devenus la rampe de lancement de l'assimilation culturelle . Malheureusement pour vos dirigeants, le succès de leur assimilation n'a pas été complet, puisque la stratification sociale reste calquée sur l'échelle des couleurs de peau, et que le préjugé de couleur imposé par les blancs obsède la société multiraciale dans son ensemble. Un individu assimilé après avoir reçu un premier bagage culturel garde des souvenirs qui le distinguent de ses nouveaux compatriotes. Et un groupe humain évoluant dans son pays conquis garde toujours pour son usage interne une sous-culture qui le singularise, fût-elle réduite à un patois, à un accent ou à des recettes de cuisine. Plus embêtant pour vos dirigeants, le modèle économique qu'ils nous impose est un grave échec. Malgré les campagnes orchestrées par l'INSEE, L'IEDOM, la CFD et autres organismes français , pour le vanter , le bilan économique est bien maigre. Notre économie reste

un appendice de l'économie française. Elle est structurellement déséquilibrée. Ses déséquilibres macroéconomiques, demande supérieure à l'offre, chômage, déséquilibre de la balance commerciale et de la balance des paiements, pauvreté, sont en réalité l'illustration d'un fonctionnement normal du modèle qu'aucune politique n'est susceptible de corriger. En réalité, vos dirigeants organisent notre précarité et notre fragilité économique pour mieux enfoncer dans nos têtes l'idée que sans votre pays nous ne pourrions pas vivre décemment. Simultanément ils ont organisé, contraints et forcés, une convergence de notre niveau de vie avec celui de la France en allouant aux fonctionnaires un supplément de rémunération substantielle, en appliquant votre SMIC et en étendant votre sécurité sociale. Ainsi, nos populations ont heureusement bénéficié comme vous des trente glorieuses, des privilèges de la France notamment quand les marchés financiers ont pris le pouvoir pour bénéficier des prêts bancaires ce qu'elle paie aujourd'hui. En réalité s'agit d'une nécessaire et juste compensation en attendant mieux. Vos dirigeants et les conservateurs guadeloupéens de l'ordre colonial ne perdent jamais une occasion de louer ce qu'ils présentent comme une offrande du peuple français obtenue selon eux par ce qu'ils qualifient de solidarité nationale et nous opération de camouflage de l'annexion de notre dignité. Il est cependant important de rappeler que ce processus de rattrapage est une des dispositions fondamentales de la charte des nations unies qui déclare que les états qui administrent des colonies doivent appliquer à leur population le même niveau de vie que le leur. Les dirigeants français et leurs alliés conservateurs l'ont cependant érigé en expression de la supériorité de leur système. Ils affirment donc que notre pays est développé ce qui est très discutable. Dans un pays développé la population bénéficie d'avantages : scolarisation et soins médicaux pour tous, alimentation variée et abondante, habitations confortables et bien équipées, loisirs, vacances, temps de travail réglementé, espérance de vie supérieure à 75ans. Cette population vit cependant dans une société où l'on produit des biens. Le développement a donc une dimension économique (la croissance), mais elle est loin d'être suffisante. Le développement a aussi une dimension sociale. "Le développement est le fait que les hommes se nourrissent mieux, se soignent mieux, s'instruisent mieux, c'est donc l'évolution au cours de laquelle les besoins fondamentaux de l'homme sont progressivement satisfaits" pour reprendre une



citation de François Perroux. Le développement a aussi une dimension éthique. C'est Sen prix Nobel économie en 1999 qui a introduit la dimension éthique dans la notion de développement. Chaque homme a droit à la dignité. C'est le principe de la dignité de la personne humaine : un être humain doit être traité comme une fin en soi. Ce principe est fondamental car il impose le respect de l'autre, de ces différences, de ces valeurs. Malheureusement, ces principes sont souvent absents dans notre pays . En effet, de façon inconsciente vos représentants nous imposent leurs valeurs occidentales qui sont souvent en contradiction avec nos valeurs . Il reste que la Guadeloupe est incapable de financer le niveau de vie des guadeloupéens parce que vos dirigeants l'ont décidé pour des raisons politiques . Cette stratégie est conforme à une maxime du comte de Clermont-Tonnerre qui, à propos des juifs auxquels on entendait donner un statut aussi libre que celui accordé aux protestants, proclamait que ces juifs sont nos frères mais que « nous leur donnerons tout en tant qu'individus et rien en tant que nation ». Par ailleurs, il ne faut pas confondre richesse et bonheur. Une population de pays riches n'est pas forcément plus heureuse que celle des pays pauvres et connaît d'autres types de problèmes : obésité, forte consommation d'antidépresseurs ou d'alcool, fort taux de suicide. Les guadeloupéens sont malheureux, très malheureux car ils craignent d'être eux mêmes . Le deviens ce que tu es de Nietzsche leur est étranger . Comme il fallait s'y attendre, depuis 1946, la tutelle française a engendré une nouvelle forme de misère et de dépendance en faisant de notre pays un pays sous perfusion et en perpétuant les inégalités coloniales . Aujourd'hui, plus de 90% de nos échanges s'effectuent avec l'Union Européenne et la France, ce qui n'a pas changé depuis le pacte colonial hérité du colbertisme. Nous sommes toujours un appendice de l'économie française . Ce que l'on considère comme un aspect positif du processus qui a suivi la loi du 19 mars 1946 la mise en place de la sécurité sociale et la scolarisation obligatoire, bien qu'ayant marqué en profondeur les structures socio-économiques n'a rien de fondamental car couplé avec la déstructuration de notre personnalité . Une protection sociale est un processus de mutualisation des ressources à la portée de n'importe quel pays. Ceux qui en tirent des conclusions mirobolantes se trompent lamentablement. Le développement qui est donc un processus par lequel un pays est capable de connaître une croissance durable, autonome et convenablement répartie entre groupes sociaux et

entre individus n'existe pas chez nous . Construire une réserve dont les membres sont plus ou moins bien traités n'est pas le développement .

**E**n réalité , le système dont vos dirigeants et les conservateurs guadeloupéens de l'ordre colonial sont fiers est un système prétentieux et honteux. Prétentieux, parce que l'idéologie dominante de l'expansion française se pare de l'idéologie des Lumières qui apporterait la liberté, l'égalité et la fraternité en France même et s'exporterait pour éclairer et civiliser les peuples du monde est ridicule . Honteux, parce que cette idéologie doit sans cesse masquer, oublier et faire oublier les traits les plus horribles de sa domination sur le monde, les aspects les plus triviaux, les plus universellement impérialistes des ses motivations pour l'expansion. La conquête coloniale et l'expansion impérialiste, la domination sur les peuples, ne sont pas que des vestiges du passé, mais bien des traits et des rapports toujours actuels de la réalité impériale française. D'autres formes de domination sont en effet venues se substituer ou s'ajouter aux anciennes. Nous avons un petit pays peu peuplé quand on le compare au votre. Mais nous sommes un peuple fier , orgueilleux , travailleur , ambitieux et déterminé .Ce que nous voulons , c'est que l'on nous applique le droit international de la décolonisation, composante des droit de l'homme que vos dirigeants utilisent quand cela les arrange. Ce que nous voulons c'est que l'on respecte nos valeurs dont la matrice est la liberté de notre pays , de son peuple et de chacun de ses membres . C'est cela la démocratie et la dignité humaine. Le monde n'est plus centré sur cet Occident vaniteux et nourri de l'humanisme des Lumières. Le nouveau monde qui affleure sera fondé sur le respect de tous les peuples et la dignité des femmes et des hommes. C'est pour ces principes que de nombreux Guadeloupéens se battent. Faire de KARUKERA, un modèle de gouvernance guadeloupéenne démocratique, de diversité acceptée, de solidarité , de développement maîtrisé et de croissance.

**J**e vous remercie de votre attention et je vous dis à bientôt.

**JEAN PAUL ELUTHER**

**PRÉSIDENT DE LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE**

**LE 15 AVRIL 2012**